



## Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

*(Abidjan, le 6 mai 2010)*

**Hamadoun Toure : (Porte-parole de l'ONUCI) :** Mesdames et messieurs bonjour, bienvenue à ce point de presse hebdomadaire.

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) poursuit ses contacts auprès de la Commission Electorale Indépendante (CEI) et des acteurs politiques nationaux en vue de contribuer à la relance du processus électoral.

Comme vous le savez, le dispositif sur le traitement de la liste grise est en cours de finalisation.

Un guide méthodologique de traitement des réclamations signé par l'ensemble des structures de l'identification et la primature portant sur la liste grise, a été transmis à la Mission.

L'ONUCI invite toutes les parties ivoiriennes à évaluer tous les paramètres nécessaires au lancement de cette opération. Dans ce cadre, il est important que les leçons tirées des opérations similaires soient valorisées dans ces nouvelles opérations pour éviter les dysfonctionnements, les arrêts et les blocages enregistrés par le passé.

L'ONUCI apprécie le volet de sensibilisation relatif aux réclamations et espère qu'il connaîtra une dynamique de proximité suffisamment forte et élaborée au bénéfice des populations.

L'ONUCI reste disposée à renouveler son soutien à la CEI dans la mise en œuvre de certaines opérations récurrentes et inhérentes au bon déroulement du processus électoral.

Le deuxième point concerne les activités de sensibilisation à un environnement électoral apaisé. La semaine prochaine, c'est Ouangolodougou, à 103 km de Korhogo, qui va accueillir l'ONUCI avec sa 7ème édition des Journées de l'ONUCI sur le thème : « l'ONUCI et les populations de Ouangolodougou main dans la main pour un environnement électoral apaisé ». La précédente édition, vous vous rappelez, avait eu lieu les 28, 29 et 30 avril derniers, à Tiémé, à 30 km d'Odienné. Pendant trois jours, les populations de Ouangolodougou et des villes environnantes vont échanger avec la mission onusienne, mieux appréhender son mandat et confirmer qu'elles sont engagées pour que

l'environnement électoral soit apaisé. Comme à Vavoua où elles avaient été lancées, Hiré, Bocanda, Zouan Hounien, Akoupé et à Odienné, des manifestations culturelles et sportives vont agrémenter ces rencontres d'échanges.

A l'occasion des Journées de Ouangolodougou justement, le bureau de l'information de l'ONUCI en collaboration avec l'Union des Journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI) organisera des échanges avec quinze correspondants de presse de la région des Savanes. L'objectif est de renforcer leurs capacités et de les amener à contribuer à un environnement électoral apaisé.

Toujours dans le domaine de la sensibilisation, les 11 et 12 mai, Lakota abrite le séminaire de sensibilisation destiné à la société civile pour son implication en faveur d'un environnement électoral apaisé. Nous savons tous le rôle important que jouent les ONG et autres groupements pour la restauration de la paix. Il est précédé ce même jour et demain du même séminaire à l'attention de la population de San Pedro.

Dans le cadre de son appui au gouvernement ivoirien, l'ONUCI a assuré la formation de quarante huit (48) policiers formateurs en maintien de l'ordre et intervention professionnelle. Les participants étaient des commissaires de police, des officiers et des fonctionnaires de police appartenant à la Compagnie républicaine de sécurité (CRS) 1 et 2, ainsi qu'à la brigade anti émeute. C'est le premier stage de formation à l'attention de la police. L'ONUCI entend poursuivre cette coopération.

Aujourd'hui, à Sebroko, se tient la réunion du Groupe Thématique Droits de l'Homme (GTDH) à 15 H 00 à la salle de l'Unité. Les points focaux en droits de l'homme des ministères ivoiriens, les Ong nationales et internationales ainsi que des représentants des agences du Système des Nations Unies, participent à la rencontre qui est un mécanisme local des Nations Unies destiné à traiter des questions sectorielles.

Le GTDH est un cadre où les acteurs nationaux et internationaux partagent des informations et préconisent des actions communes. Les participants vont procéder à la revue de la situation des droits de l'homme au cours des 4 derniers mois (de janvier à avril 2010). Ils vont discuter du programme de Coopération Technique en Droits de l'Homme avec la Côte d'Ivoire et Plan d'Action National. Ils vont également parler de l'état d'avancement du Programme mondial de l'éducation aux Droits de l'Homme.

Enfin, ils vont visionner un film qui s'intitule « L'otage », et qui a été réalisé par la Division des droits de l'Homme de l'ONUCI

Voilà très brièvement ce que j'avais pour vous. Si vous avez des questions je suis prêt à les prendre.

***Pascal Soro (Fraternité Matin): A propos de la relance du processus électoral, vous avez souhaité que les leçons du passé servent le présent,***

***pour qu'une fois relancée cette opération ne s'arrête plus. Je voudrais dire que le communiqué de la Primature et de la CEI fait déjà l'objet de polémique avant la relance même de l'opération le 10. L'opposition, notamment le RDR et les autres partis, disent qu'ils n'ont pas été associés à la confection du nouveau mode opératoire et qu'ils ne se sentent pas concernés par cette relance là. Quel commentaire l'ONUSI voudrait bien faire ?***

**HT :** Vous avez entendu en introduction que j'avais dit que nous étions en contact avec la CEI, avec la Primature bien sûr, mais également avec les acteurs politiques, c'est-à-dire les leaders des formations politiques pour voir comment contribuer à relancer le processus, dépasser la polémique dont vous avez parlé, mais surtout avoir quelque chose de positif en ce qui concerne l'impasse actuelle dans laquelle se trouve le processus électoral. Il s'agit de briser cette impasse, de la dépasser pour pouvoir relancer concrètement le contentieux sur l'inscription sur la liste électorale provisoire. Vous savez que nous avons noté également des divergences mais nous pensons qu'elles vont se résorber très bientôt parce que nous ne sommes pas très loin de la relance du contentieux électoral.

**PS :** ***Vous pensez que la date du 10 mai peut être respectée ? Quels sont les résultats probables auxquels vos contacts ont abouti ?***

**HT :** Nous n'avons pas parlé de date. Nous avons surtout parlé de l'appui logistique qu'il faut fournir, par exemple, à la CEI pour pouvoir assurer l'affichage de la liste, dite grise, dans les Commissions électorales locales. Il ne revient pas à l'ONUSI de donner une date. Elle essaie d'accompagner, de contribuer à ce que les listes arrivent dans les pays. Mais cela dit, je pense que le temps n'est pas tellement avec nous. Il y a encore des choses à régler. C'est pour cette raison qu'il ne faut pas perdre beaucoup de temps, il faut se dépêcher.

**PS :** ***Actualité oblige, Monsieur le porte-parole, une organisation de jeunes du CPC comme on dit, avait projeté de faire un sit-in devant les locaux de l'ONUSI, ce matin. C'est la mi-journée. Qu'est ce que vous savez de ce sit-in ? Quel point vous faites de ce sit-in là ? Merci.***

**HT :** Je voudrais quand même faire un petit rappel. Le mercredi, le Représentant spécial a reçu une délégation de la CPC, la Coalition pour le Changement, comprenant deux membres dont son Président et je crois son adjoint, son vice-président, pour discuter de la manifestation qui était prévue. La rencontre a surtout permis au Représentant spécial de clarifier le mandat, le rôle et les efforts de l'ONUSI en vue de relancer le processus électoral parce qu'il s'agissait de cela, et surtout pour insister sur les actions menées par l'ONUSI dans le cadre du processus électoral. Il y a eu un échange intéressant d'informations. Nous avons eu l'impression qu'il y a eu davantage de compréhension en ce qui concerne le rôle de l'ONUSI, son mandat et ses efforts sans complètement effacer la frustration qui habite ceux qui ont décidé d'organiser le sit-in. Il était prévu qu'ils arrivent ici, je pense dans la matinée mais je n'ai pas actuellement de point précis parce que nous sommes encore en

train d'attendre la fin du sit-in pour qu'il y ait une évaluation par les différentes sections, de cette journée ou de cette demi-journée de sit-in. Il est très difficile de faire une évaluation en ce moment précis.

***PS : Pour parler encore de manifestations, l'ONUCI et la Représentation spéciale du Facilitateur ont été associés aux négociations que le Ministère de l'Intérieur a menées avec les jeunes du RHDP. La date du 15 mai a été maintenue. Voulez-vous nous faire un commentaire à ce propos ?***

***HT :*** Nous étions observateurs. Le premier jour, nous sommes allés pour écouter les deux parties. Il s'agissait d'une première réunion, le Ministre de l'Intérieur a demandé le report de la manifestation. Les organisateurs avaient prévus de revenir pour donner une réponse. Ils sont revenus et la réunion a été courte, une dizaine de minutes. Ils ont annoncé au Ministre qu'ils maintenaient la manifestation. L'ONUCI n'a pas de commentaire particulier sur la manifestation. Mais l'ONUCI a une position très claire. Si une manifestation est démocratique, il est normal qu'elle ait lieu. Si elle a lieu, il est normal qu'elle se passe de manière pacifique. L'ONUCI a toujours été, la preuve, en face même de l'ONUCI aujourd'hui il y a une manifestation. Nous n'avons donc pas à intervenir dans les manifestations. En revanche, nous pouvons lancer un appel au calme, à la sérénité et surtout que les manifestations se déroulent dans un cadre pacifique. C'est le principal point ou c'est le principal commentaire que l'ONUCI pourrait faire sur ces manifestations. Merci beaucoup. Nous nous reverrons jeudi prochain à Ouangolodougou pour ceux qui peuvent y arriver.

\*\*\*\*\*

***Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:***

Hamadoun Touré, Porte-parole,  
Tél. : +225-06203317 ; Portable : + 225-05990075 ; Fax : +225-06203320  
Email: [hamadoun@un.org](mailto:hamadoun@un.org).

**<http://www.onuci.org>**